

Pouvoir d'emprunt—Loi

promis à nos concitoyens qu'il se servirait de l'augmentation de l'impôt sur les sociétés pour le financer et pourtant voici ce qu'il a déclaré hier et je cite la page 1626 du hansard:

... la Chambre même a adopté, pas plus tard que la semaine dernière, des mesures qui accroîtront ce déficit précisément afin de venir en aide aux gens touchant le supplément de revenu garanti, et le député y a donné son appui.

Bien sûr que nous approuvons l'augmentation du supplément de revenu garanti. Mais pendant la campagne électorale, le premier ministre (M. Trudeau) a promis que l'argent nécessaire proviendrait de l'augmentation des impôts des sociétés. Maintenant, il nous dit qu'il va devoir accroître le déficit pour financer ce programme—une autre volte-face, une autre promesse électorale non tenue.

Le ministre des Finances (M. MacEachen), dans son «budget passé en fraude», comme dirait le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), a dit: «D'après nos dernières prévisions, la croissance de l'économie ne sera que d'environ ½ p. 100», ce qui signifie pas de croissance du tout. Pourquoi le gouvernement a-t-il besoin de 12 milliards dans ce cas? Il n'a toujours pas répondu à cette question. Le ministre a également dit dans sa déclaration que «les dépenses publiques en biens et services continueront de subir l'effet des politiques de restrictions». De quel genre de restrictions est-il question maintenant, monsieur l'Orateur? A en croire le premier ministre et le ministre des Finances, il ne sera pas nécessaire d'augmenter les dépenses du gouvernement cette année. En fait, toutefois, les dépenses des libéraux augmenteront cette année de 13 ½ p. 100. C'est abuser du Parlement que de lui demander le pouvoir d'emprunter 12 milliards de dollars sans présenter de budget; ce n'est pas la première fois que cela arrive, et tant que le gouvernement d'en face sera au pouvoir, je suis certain que ce ne sera pas la dernière. Il essaie, comme nous l'avons vu le faire si souvent par le passé, de s'entourer de mystère et de cacher les faits à la population au sujet de la dépense des deniers publics. Ils ne nous disent pas où ils vont et quels sont leurs projets pour le pays pour les prochaines années. Cela représente un accroissement désastreux de la dette que doivent déjà supporter les Canadiens. C'est une charge terrible qu'on impose aux générations canadiennes à venir. Les députés d'en face n'ont-ils pas l'honnêteté de présenter un budget, comme le veulent les règles de la procédure parlementaire, et d'en permettre l'étude à la Chambre, ce qui donnerait aux Canadiens l'occasion de juger de l'héritage qu'ils laisseront à nos jeunes—rien que des factures impayées. Nous serons obligés de demander à nos jeunes de porter ce fardeau, mais je ne sais pas s'ils pourront le faire parce qu'il sera si énorme—84 milliards de dollars si nous approuvons ce bill.

● (2100)

Une voix: En supposant qu'ils ne dépensent pas ce qu'ils peuvent encore dépenser.

M. McDermid: En supposant qu'ils ne dépensent pas les 2.9 milliards de dollars qu'ils sont encore autorisés à dépenser et tout l'argent qu'ils peuvent obtenir des obligations d'épargne.

Depuis l'ouverture de la session actuelle, le gouvernement libéral n'a vraiment pas présenté de mesures législatives visant à améliorer le climat économique, et cela comprend le nouveau programme d'emploi qu'a annoncé le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy). Il n'y a eu que des mesures de remplissage et d'ordre administratif, et maintenant ce bill

d'une page qui ne fera qu'accabler nos enfants d'une charge écrasante. Et les députés d'en face se demandent pourquoi les Canadiens se montrent un peu cyniques à l'endroit des parlementaires quand ils voient le gouvernement présenter un bill d'une page demandant au Parlement de l'autoriser à emprunter 12 milliards de dollars. Pourquoi sont-ils si pressés à réclamer cet argent? Vont-ils attendre si longtemps avant de présenter un budget à la Chambre et à la population? Il semble que ce soit le cas. Les difficultés financières vont s'aggraver si nous ne donnons pas à l'économie nationale l'orientation qui s'impose de toute urgence. Le bill C-30 demande à la Chambre d'approuver un emprunt de 12 milliards de dollars, ainsi que la permission d'emprunter le reste de la somme autorisée par le passé. Sauf erreur, je pense qu'il s'agit de 2.9 milliards.

Dans sa déclaration du 21 avril, le ministre des Finances a prévu que les dépenses pour 1980-81 obligeront le gouvernement à emprunter 11.73 milliards. Ce chiffre a été calculé d'après la structure actuelle des recettes et des dépenses... Nous ne savons pas exactement de quelle structure il s'agit. Je suis certain que le président du Conseil du Trésor (M. Johnston) se demande la même chose. Le ministre des Finances a également précisé que ce chiffre ne tenait pas compte des transactions de devises étrangères, qui ont coûté 222 millions pour l'année financière 1979-1980.

Une voix: Disparus en fumée.

M. McDermid: Quelles sommes devons-nous autoriser pour rembourser les prêts en monnaie étrangère? Dernièrement, j'ai eu le privilège de traverser le Canada et de prendre la parole à des réunions de jeunes.

M. Regan: Qui ont voté libéral!

M. McDermid: Ils m'ont écouté. J'ai quelque chose à dire au ministre. J'étais de passage en Alberta en même temps que lui. Son congrès a eu lieu dans une cabine téléphonique et il n'a même pas réussi à la remplir. Notre réunion s'est déroulée dans un hôtel et c'était plein de monde. Je vais vous dire une autre chose. Les représentants de l'Ontario ne sont pas allés là-bas «assommer» les premiers ministres comme vous l'avez fait. Vous avez fait beaucoup pour l'unité nationale ce jour-là.

Une voix: Adressez-vous à la présidence.

M. McDermid: Revenons aux jeunes. J'ai eu le plaisir de m'entretenir avec des jeunes de leurs préoccupations et ils m'ont demandé ceci: pourquoi ne payez-vous pas vos comptes? Pourquoi empruntez-vous pour les payer, alors que c'est nous qui devons rembourser la dette? Pourquoi ne payez-vous pas l'essence au prix qu'elle vous coûte? Pourquoi devrions-nous payer votre essence? C'est une question tout à fait légitime et j'aimerais savoir pourquoi le ministre de l'Énergie ne répond pas aux jeunes du Canada quand ils lui posent cette question. Pourquoi le gouvernement ne paie-t-il pas ce qu'il faut? Tous sont prêts à payer leur part. Nous subventionnons maintenant le prix du pétrole à raison de 3.4 milliards de dollars, je pense, et la somme augmente chaque année. Les efforts de pondération du ministre n'ont pas abouti et il n'arrive pas à les relancer.

Une voix: Allons donc!